



Arrêté préfectoral

levant les garanties financières relatives à la carrière de calcaire exploitée, par la société
Carrières Kléber Moreau dont le siège social est situé route de Niort à Mazières-en-Gâtine, au
lieu-dit « Le Péré Maillard » à Soubise
activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de
l'environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1
et L. 122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée
à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur
Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux
installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°03-3939-SE/BNS du 23 décembre 2003 autorisant la société
Carrières Kléber Moreau à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire ainsi qu'une
installation de traitement sur le territoire de la commune de Soubise au lieu-dit « Le Péré
Maillard » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-2006-DRCTE/BAE du 7 août 2014 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2003 relatif à l'exploitation de la carrière de calcaire située sur la commune de Soubise (17780), au lieu-dit « Le Péré Maillard » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°18-354/DCAT/BE du 12 février 2018 modifiant l'arrêté d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire par la société Kléber Moreau au lieu-dit « Le Péré Maillard » sur la commune de Soubise ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2023 portant prolongation du délai de l'autorisation d'exploitation d'une carrière de calcaire située sur la commune de Soubise (17780), au lieu-dit « Le Péré Maillard » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n°03-3939 du 23 décembre 2003 autorisant la société Carrières Kléber Moreau dont le siège social est situé route de Niort à Mazières-en-Gâtine en vue de reporter la réhabilitation d'une carrière de calcaire au lieu-dit « Le Péré Maillard » à Soubise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2025 portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes, d'une plateforme de valorisation avec un groupe mobile de recyclage exploitée par les carrières Kléber Moreau située au lieu-dit le « Péré Maillard » sur la commune de Soubise ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2025 en vue de modifier les conditions de remise en état d'une carrière de calcaire au lieu-dit « Le Péré Maillard » à Soubise ;

Vu le mémoire de réhabilitation et les attestations « ATTES SECUR », « ATTES MÉMOIRE » liées à la cessation d'activité adressés à la préfecture de la Charente-Maritime le 8 décembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 17 décembre 2025 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 22 décembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courrier électronique du 22 décembre 2025 mentionnant qu'il n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral porté à sa connaissance par courrier électronique du 22 décembre 2025 ;

Considérant que les attestations établies conformément aux articles R. 512-39 et suivant du Code de l'environnement concluent à une réhabilitation du site conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2025 susvisé ;

Considérant qu'au titre de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet détermine dans les formes prévues à l'article R. 181-45, la date à laquelle peuvent être levées les garanties financières ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – ABROGATION ET LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES

La société Carrières Kléber Moreau, n° SIRET 02578032100052, dont le siège social est situé route de Niort à Mazières-en-Gâtine (79310), autorisée à exploiter la carrière du Péré Maillard sur le territoire de la commune de SOUBISE, n'est plus soumise à l'obligation de constituer des garanties financières prévue à l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral modifié du 23 décembre 2003 à compter de la notification du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation préfectorale modifié du 23 décembre 2003, prolongé par arrêté préfectoral du 6 novembre 2023, sont abrogées.

ARTICLE 2 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Rochefort, le maire de la commune de Soubise et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

La Rochelle, le **24 DEC. 2025**

Le Préfet,



Brice BLONDEL